

ÉTUDE MAVENCE

PRÉPARATION DES ORGANISATIONS FRANÇAISES À LA PFUE

Restitution

M A V E N C E
Les Talents qui gagnent en Affaires Publiques

Février 2022

Sommaire

Présentation de l'étude

Objectifs de l'étude
Enseignements de l'étude
Méthodologie de l'étude

Restitution de l'étude

Composition de l'étude
Détails des réponses et analyses
par catégories

Présentation de l'étude

Si la **Présidence française du Conseil de l'Union européenne** (PFUE) a débuté le 1er janvier 2022 pour une période de 6 mois, les organisations (associations, fédérations, ONG, institutions, entreprises, etc.) se sont structurées au cours de l'année 2021 pour déployer à Paris et/ou à Bruxelles leurs stratégies de plaidoyer.



Objectifs de l'étude

Dans la continuité des précédents exercices réalisés en 2021*, **Mavence – le spécialiste du recrutement en Affaires Publiques** - a interrogé les acteurs des Affaires Publiques actifs au cours de cette PFUE pour comprendre comment ils se sont organisés en prévision de celle-ci et ainsi mieux appréhender les pratiques de ces professionnels en temps de présidence du Conseil de l'Union européenne.

* *Comment mesurer la performance en Affaires publiques ?
Impact de la Covid-19 sur la pratique des Affaires publiques*



Enseignements de l'étude

Les réponses récoltées montrent de grandes tendances qui permettent de mieux comprendre les actions réalisées en vue de la PFUE :

46.6%



Une préparation
débutée **6 mois en
amont de la PFUE**

75.8%



La France pourra faire
**avancer un certain nombre de
dossiers**, mais les ambitions
initiales sont jugées trop
grandes

74.1%



La **Représentation
permanente à Bruxelles**
est l'interlocuteur
privilégié

Enseignements de l'étude

Les réponses récoltées montrent de grandes tendances qui permettent de mieux comprendre les actions réalisées en vue de la PFUE :

86.2%



La **transition écologique**, le **numérique**, les **questions économiques** et la **santé** sont les sujets à l'agenda et identifiés comme tels par les organisations

74.1%



Un exercice habituel de la vie des professionnels des Affaires Publiques n'ayant **pas entraîné de révolution** particulière dans l'exercice de leur métier

34.4%

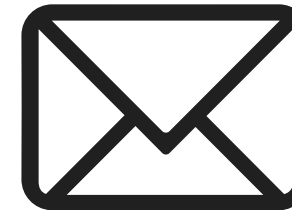


Les organisations ont privilégié des **recrutements en interne** et une **bonne coordination entre les équipes** pour appréhender la PFUE

Méthodologie



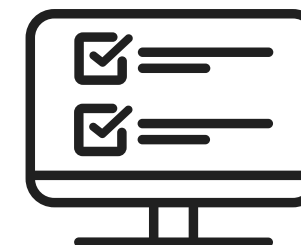
Enquête réalisée par Mavence
du 19 janvier au 11 février 2022



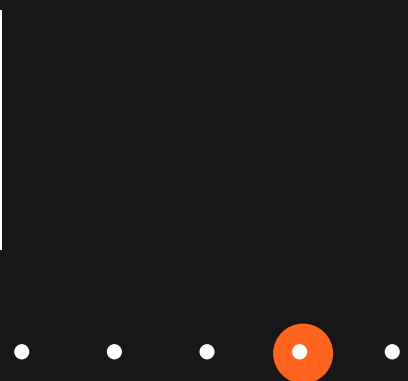
Questionnaire autoadministré
par voie électronique
(newsletter, e-mails...)



Population de professionnel.les
des affaires publiques clients ou
candidats du cabinet Mavence



L'étude a recueilli les réponses
de près de 60 leaders en Affaires
Publiques



COMPOSITION DE L'ÉTUDE



DIVISÉE EN 2 PARTIES

- Partie 1 - Les questions portant sur la structure dans laquelle les répondant.es évoluent (Q. 1 à 3) ;
- Partie 2 - Les questions portant sur la préparation de leur organisation à la PFUE (Q. 4 à 14).

DIFFÉRENTS MODES DE RÉPONSE

- Les réponses à choix unique (Q. 1 à 5 et Q. 12) ;
- Les réponses à choix multiples (Q. 6 à 10 et Q. 13 à 14) ;
- Les réponses libres (Q. 11).

STRUCTURE PROPOSÉE

- 13 étaient à réponses obligatoires (Q. 1 à 13) ;
- 1 était facultative (Q. 14) et ouverte aux seul.es enquêtée.es ayant répondu "Oui" ou "Ne Sait Pas" à la question 13.

Restitution de l'étude

Détails des réponses et analyses par catégories

Partie 1

Les déterminants de la
population étudiée

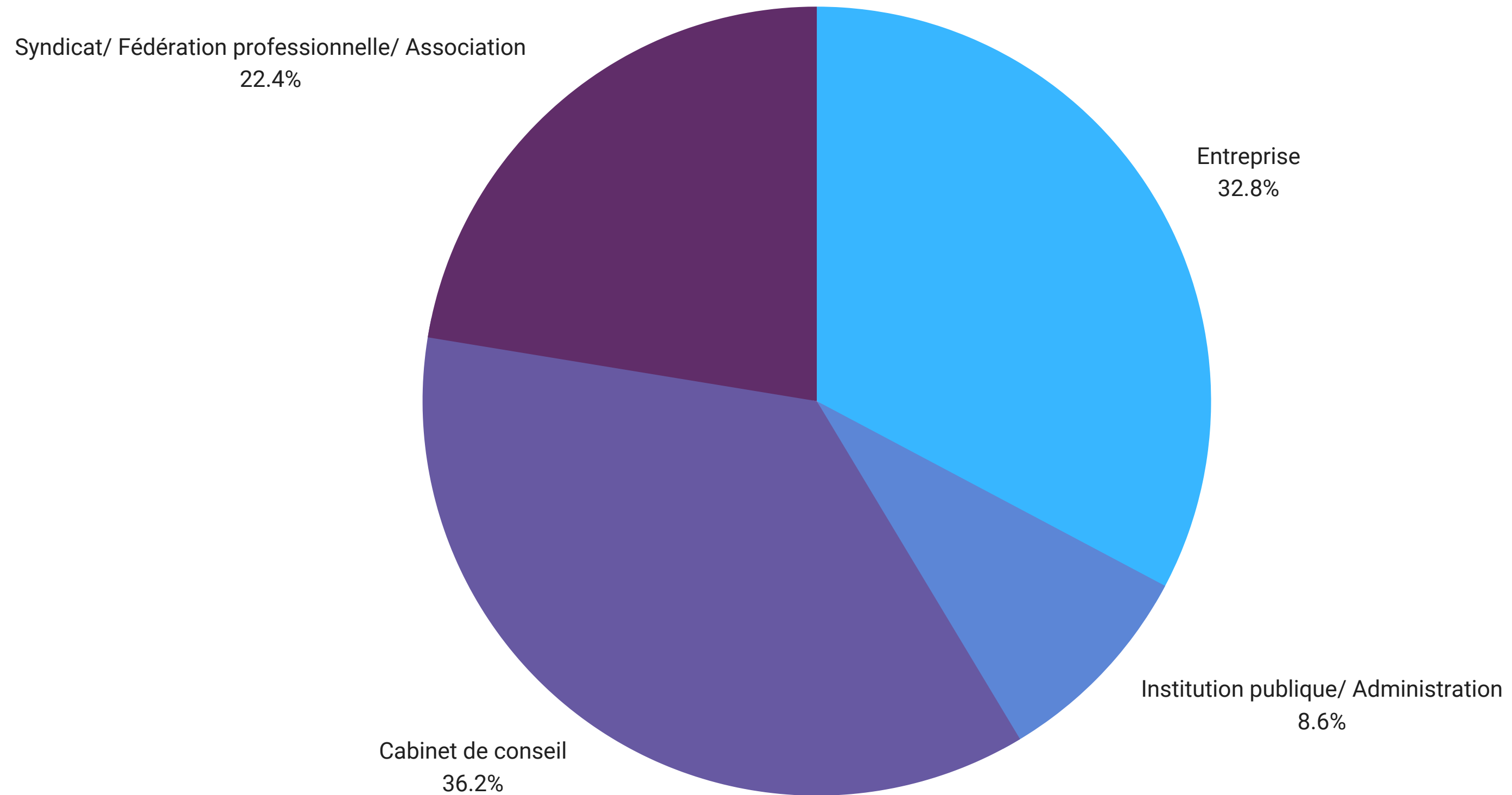
Q. 1 : Dans quel type d'organisation exercez-vous ?

Question à choix unique

- L'enquête montre une plus **forte représentativité des cabinets de conseil** (36%) et des **entreprises** (33%) parmi les répondant.es, quand les **administrations publiques** semblent être moins représentées – ce qui peut s'expliquer par le fait qu'elles sont généralement associées ou au cœur du dispositif de la présidence.
- Nous avons par ailleurs regroupé les **syndicats, fédérations professionnelles et associations** au sein d'une même catégorie (22%), estimant leur pratique de plaidoyer tournées vers un collectif et donc ayant des pratiques similaires.

Q. 1 : Dans quel type d'organisation exercez-vous ?

Question à choix unique



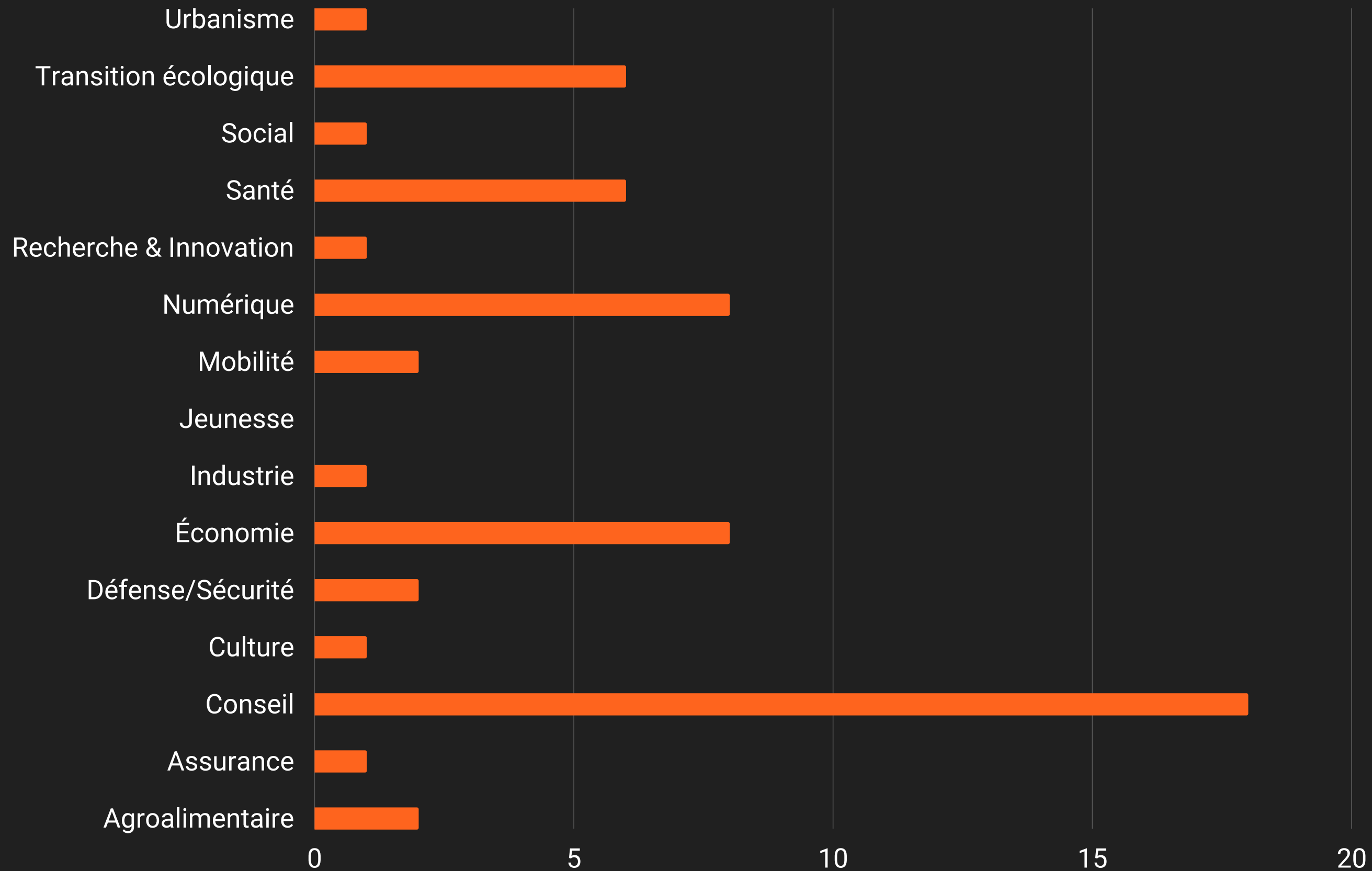
Q. 2 : Dans quel secteur d'activité exercez-vous ?

Question à choix unique

- On note une grande variété de secteurs d'activité mentionnés par les enquêté.es avec des tendances visibles fortes : une majorité de personnes issues du secteur **économique** (13.7%), du **numérique** (13.7%), de la **santé** (10.3%) et des **questions écologiques** (10.3%).
- La compétence « **conseil** » (31%), en tant que catégorie à part entière, traduit le fait que **toutes les organisations ne sont pas équipées en interne pour gérer les affaires publiques et réglementaires qui les concernent.**
- Enfin, on notera que la catégorie « jeunesse » n'est, ici, pas représentée.

Q. 2 : Dans quel secteur d'activité exercez-vous ?

Question à choix unique



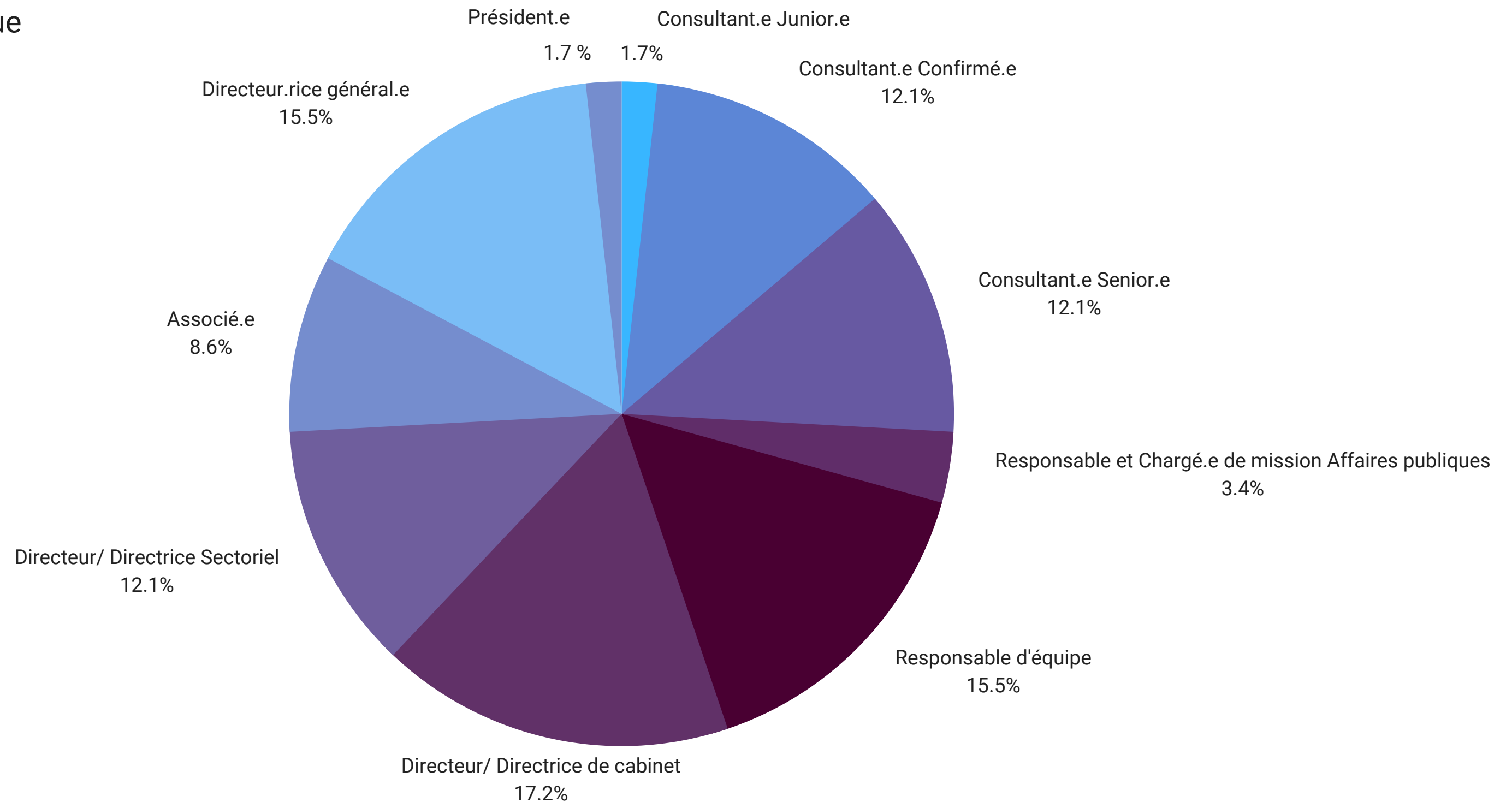
Q. 3 : Au sein de votre direction des Affaires publiques, européennes et/ ou de la communication institutionnelle, quelle est votre niveau de responsabilité ?

Question à choix unique

- Parmi la population de répondant.es, on note une **forte séniorité**, avec 67.2% ayant **un niveau au-delà du responsable d'équipe, donc en capacité de décider des orientations de leurs organisations**.
- Nous avons introduit une distinction entre les directeur.rices opérant au sein d'un cabinet de conseil et celles et ceux évoluant dans au sein d'une direction sectorielle (juridique, affaires publiques, développement durable, etc.) dans une organisation.

Q. 3 : Au sein de votre direction des Affaires publiques, européennes et/ ou de la communication institutionnelle, quelle est votre niveau de responsabilité ?

Question à choix unique



Partie 2

La préparation des organisations
françaises à la PFUE

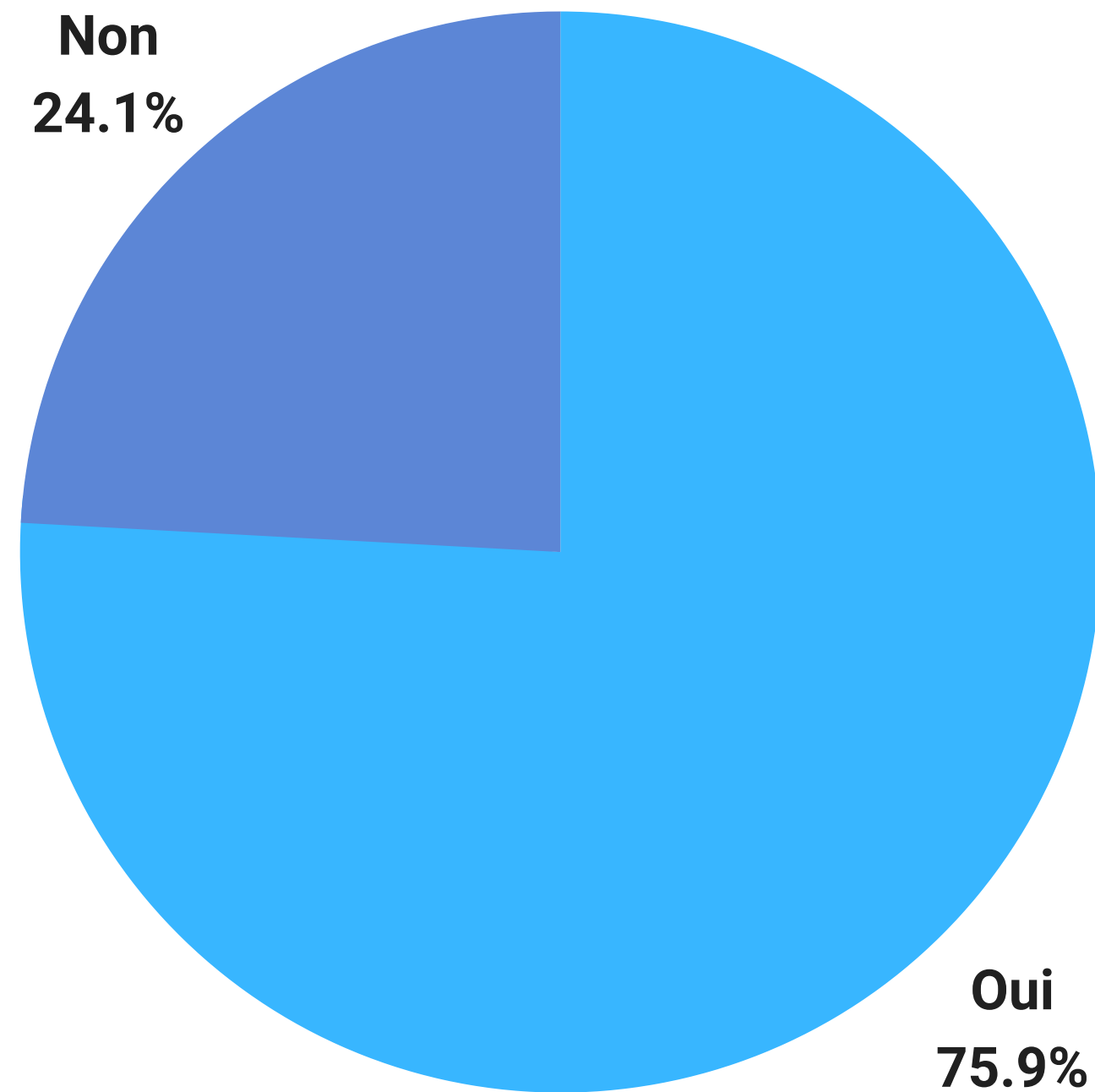
Q. 4 : Vous sentez-vous suffisamment prêt et équipé en termes de moyens et de ressources humaines pour appréhender la PFUE ?

Question à choix unique

- Avec trois entrées possibles (Oui ; Non ; Ne sait pas), cette question permet à chacun de pouvoir juger, selon son niveau de séniorité, de sa capacité à prendre en charge les dossiers de la PFUE en fonction de la structuration des équipes Affaires publiques dans lesquelles les enquêté.es évoluent.
- Selon les réponses obtenues, on constate que la grande majorité (75.9%) des professionnel.les des affaires publiques jugent leur préparation à la PFUE sereinement.

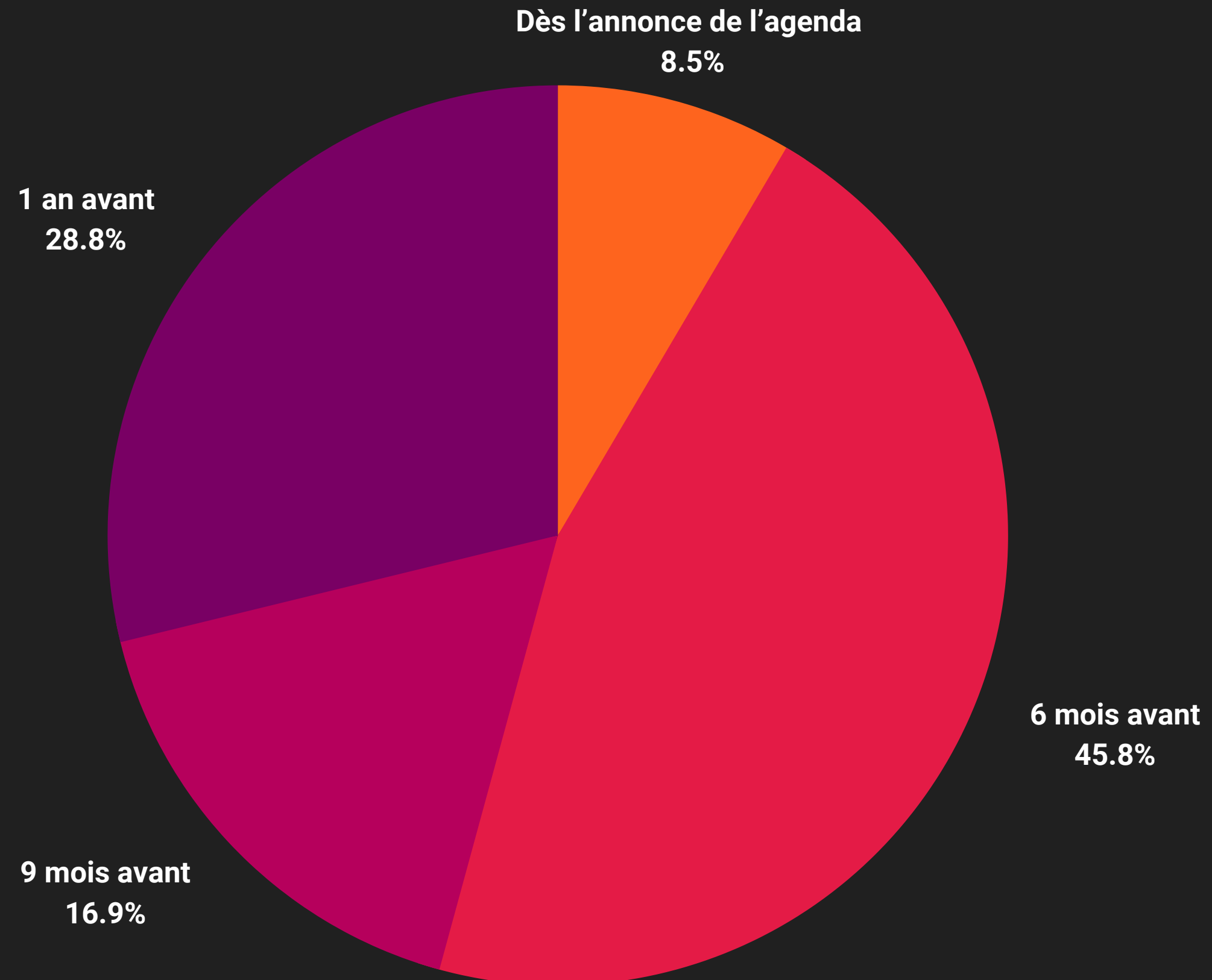
Q. 4 : Vous sentez-vous suffisamment prêt et équipé en termes de moyens et de ressources humaines pour appréhender la PFUE ?

Question à choix unique



Q. 5 : À partir de quel moment avez-vous commencé à travailler sur le dossier PFUE ?

Question à choix unique



Q. 5 : À partir de quel moment avez-vous commencé à travailler sur le dossier PFUE ?

Question à choix unique

- Pour l'extrême majorité des organisations interrogées, **la préparation à la PFUE a débuté au moins 6 mois avant le 1er janvier 2022 (91.5%)**.
- Cette date charnière semble avoir donné le coup d'envoi des préparatifs de cette Présidence que ce soit :
 - par l'activation des premiers contacts avec les administrations ;
 - la structuration des équipes affaires publiques.

Q. 6 : Comment votre organisation s'est-elle structurée pour se préparer à la PFUE ?

Question à choix multiples

- **Coordination interne (34.4%), restructuration des services et/ou création d'un service PFUE (18.9%), ou recrutement interne (18.97%)**... ce sont bien les mouvements internes qui sont privilégiés à travers des « *plan(s) d'action interne* » pour « *définir (l)es responsabilités liées à la PFUE au sein de l'équipe existante* » et intégrer cet événement aux stratégies « *pour proposer des actions franco-européennes* » - comme l'indiquent les enquêté.es.
- **9% des répondant.es ayant signalé avoir procédé à une restructuration de leurs services** ont également réalisé un recrutement interne pour renforcer leurs équipes en amont de la PFUE.

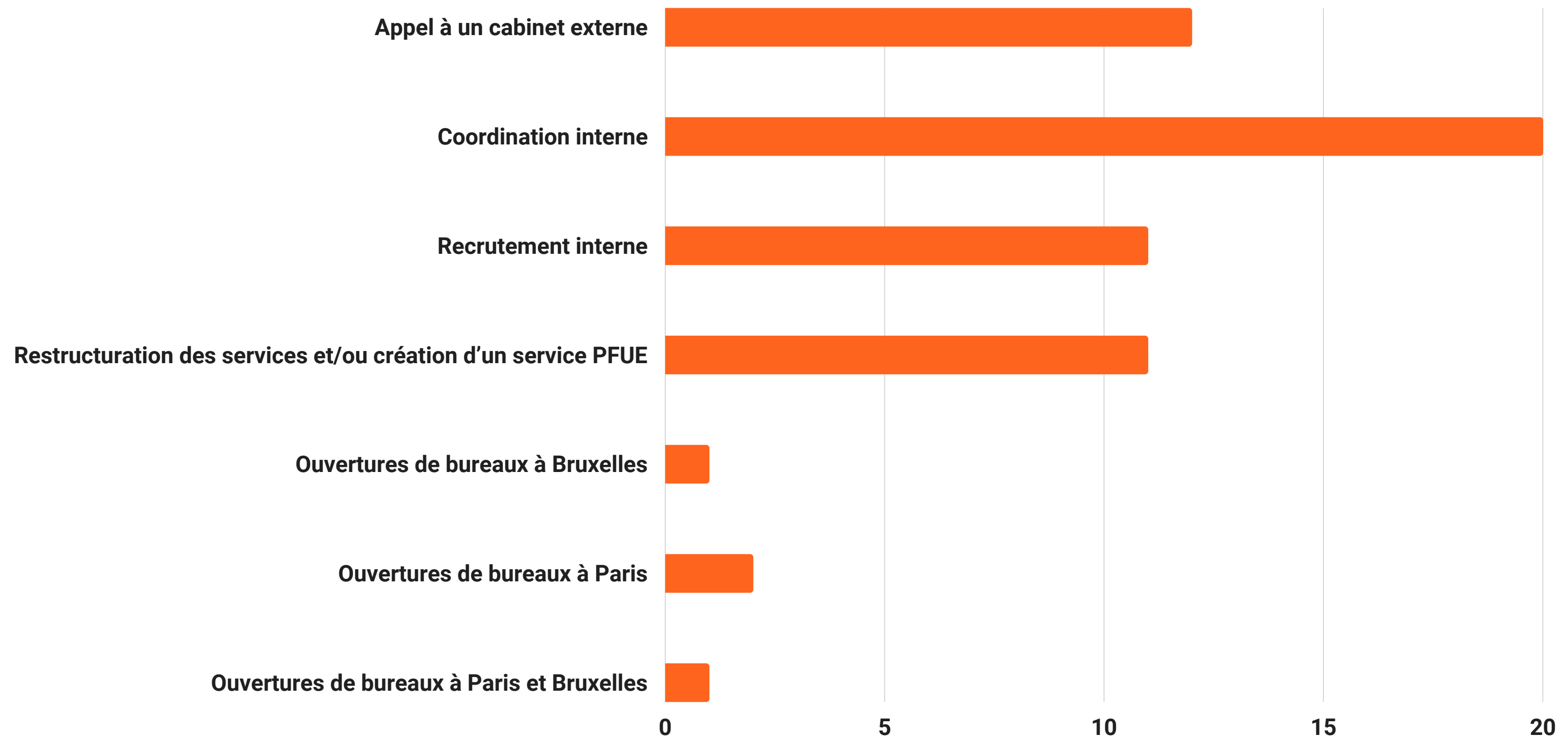
Q. 6 : Comment votre organisation s'est-elle structurée pour se préparer à la PFUE ?

Question à choix multiples

- Cette première question à choix multiples montre combien les présidences du Conseil de l'Union européenne sont **un évènement ordinaire pour les organisations**. Ces dernières sont déjà structurées pour porter leurs problématiques et **adaptent leurs approches aux États en charge de la conduite des affaires européennes**. Ainsi, de nombreux répondants ont signalé l'existence de bureaux parisien et bruxellois avec des « *équipes permanentes à Bruxelles* » et « *à Paris* ». Une telle situation a souligné des besoins de « *coordination entre les bureaux (...) afin de définir le champ des actions possibles* ».
- De fait, l'ouverture de bureaux n'a, semble-t-il, pas été une priorité pour les interrogé.es. Parmi les autres explications possibles – outre celles déjà évoquées – le choix de **passer par un cabinet de conseil externe** (20.6%) pour favoriser l'émergence de leurs problématiques au niveau européen. À ce titre, on notera que **27.7% des répondant.es ayant indiqué avoir procédé à un recrutement interne ont également fait appel à un cabinet externe** pour soutenir leur activité.

Q. 6 : Comment votre organisation s'est-elle structurée pour se préparer à la PFUE ?

Question à choix multiples



Q. 7 : La PFUE étant un exercice qui ne se présente que tous les 13 ans, comment l'avez-vous anticipée ?

Question à choix multiples

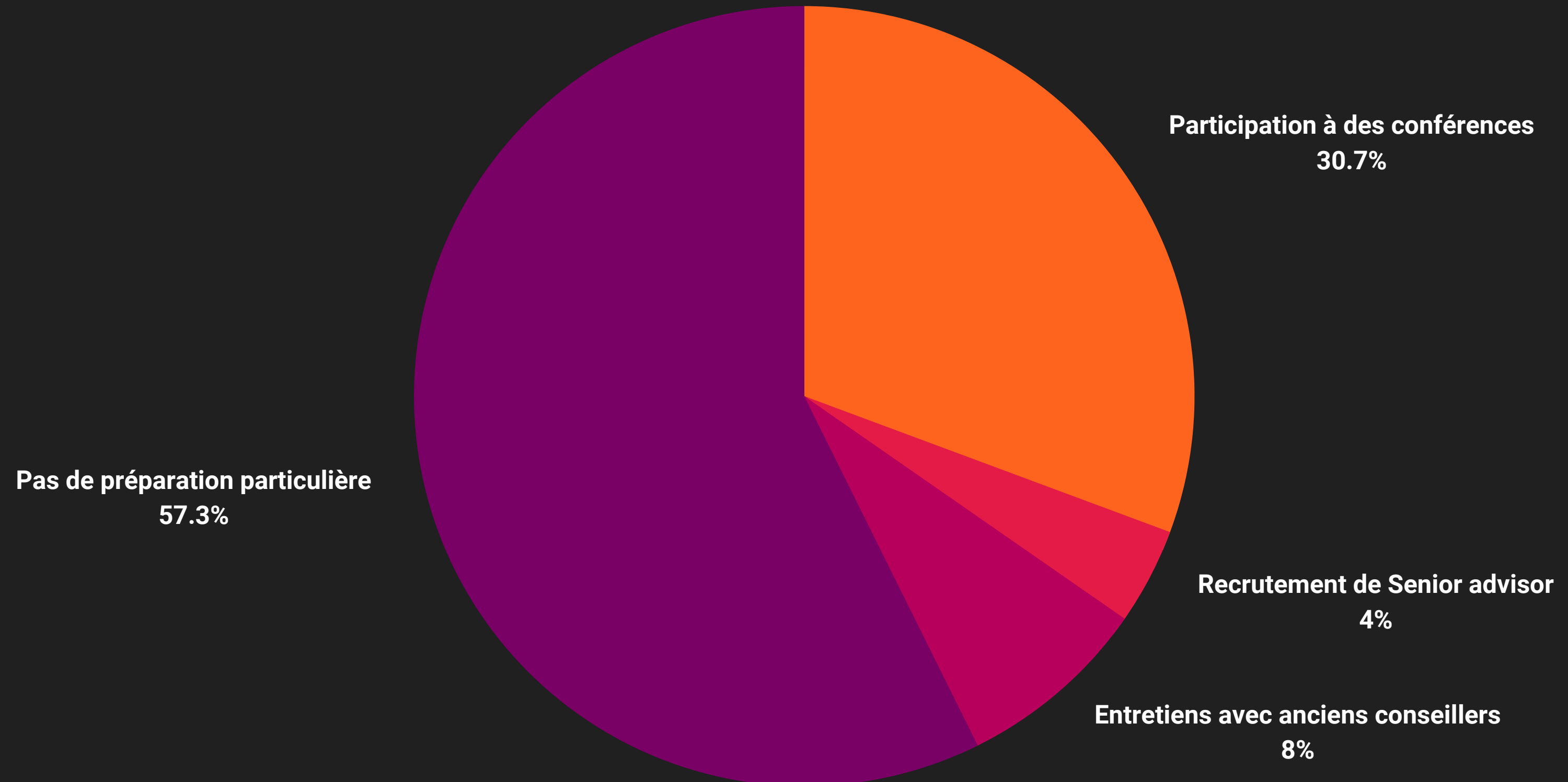
- Avec 74.1% des répondant.es estimant que la PFUE n'a pas entraîné de préparation particulière, cette nouvelle question à choix multiples montre que **les organisations sont structurées pour faire émerger leurs priorités auprès des institutions** lorsqu'il s'agit de mettre en avant des stratégies de plaidoyer au niveau européen.

Mais comment entretenir la mémoire de la précédente PFUE si cette dernière n'intervient que tous les 13 ?

- Parce qu'ils permettent d'accueillir des représentants politiques, offrent à un instant *t* un état d'avancement des préparatifs de la présidence et donnent l'opportunité de créer un lieu d'échanges de bonnes pratiques entre les professionnel.les, **les Think tanks semblent avoir été fortement plébiscités pour accompagner cette préparation des enquêté.es à la PFUE.**

Q. 7 : La PFUE étant un exercice qui ne se présente que tous les 13 ans, comment l'avez-vous anticipée ?

Question à choix multiples



Q. 7 : La PFUE étant un exercice qui ne se présente que tous les 13 ans, comment l'avez-vous anticipée ?

Question à choix multiples

- Une information peut être mise en exergue :
 - Les **entretiens avec les anciens acteurs engagés dans la présidence de 2008** n'ont que peu été utilisés dans cette préparation - peut-être par manque de temps ou incompatibilité d'agenda en raison de la campagne présidentielle française qui verraient ses anciens cadres engagés ailleurs ; peut-être encore parce que les problématiques qui étaient à l'agenda en 2008 ne sont plus les mêmes que celles identifiées entre 2021 et 2022.

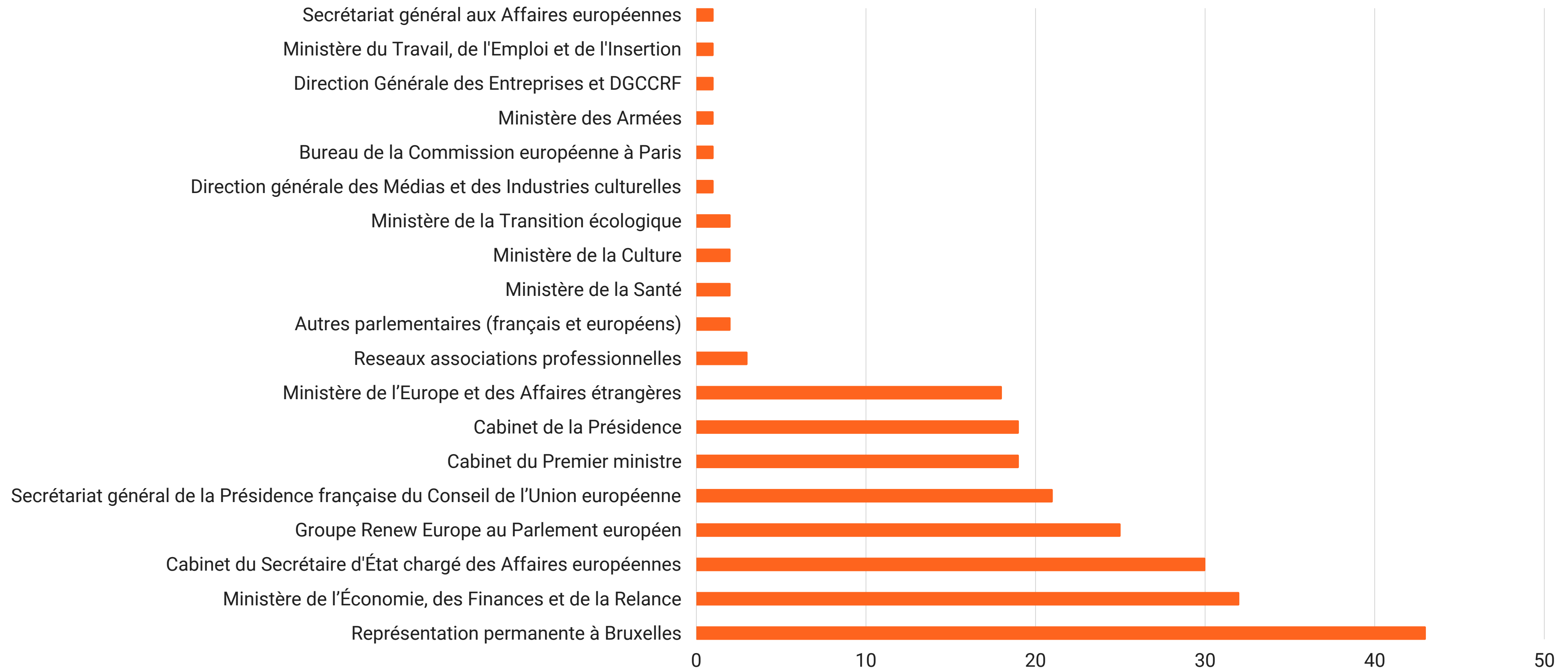
Q. 8 : Quels ont été vos interlocuteurs pour préparer ces dossiers ?

Question à choix multiples

- En interrogeant les professionnel.les des Affaires publiques, nous avons une certaine idée des réponses qui pourraient être formulées pour **identifier le cœur névralgique de la PFUE.**
- Sans surprise, c'est bien les administrations qui ont été les plus sollicitées pour répondre aux questions des organisations, au premier titre desquelles la **Représentation permanente à Bruxelles (74.1%), le Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance (55.1%), le Cabinet du Secrétaire d'État chargé des Affaires européennes (51.7%) et le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (31%).**

Q. 8 : Quels ont été vos interlocuteurs pour préparer ces dossiers ?

Question à choix multiples



Q. 8 : Quels ont été vos interlocuteurs pour préparer ces dossiers ?

Question à choix multiples

- L'exécutif n'est pas en reste puisque le **Secrétariat général de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne**, placé sous l'autorité du Premier ministre (36.2%), le **Cabinet du Premier ministre** (32.7%) et le **Cabinet de la Présidence** (32.7%) ont recueilli le plus d'attention pour la préparation politique de cet évènement.
- Au niveau des institutions européennes, c'est bien le **Groupe Renew Europe** au Parlement européen (43.1%) qui a le plus largement été interrogé par les organisations. On note également que les **réseaux professionnels** ont, dans une moindre mesure, participé comme intermédiaire aux préparatifs des organisations (5.1%).

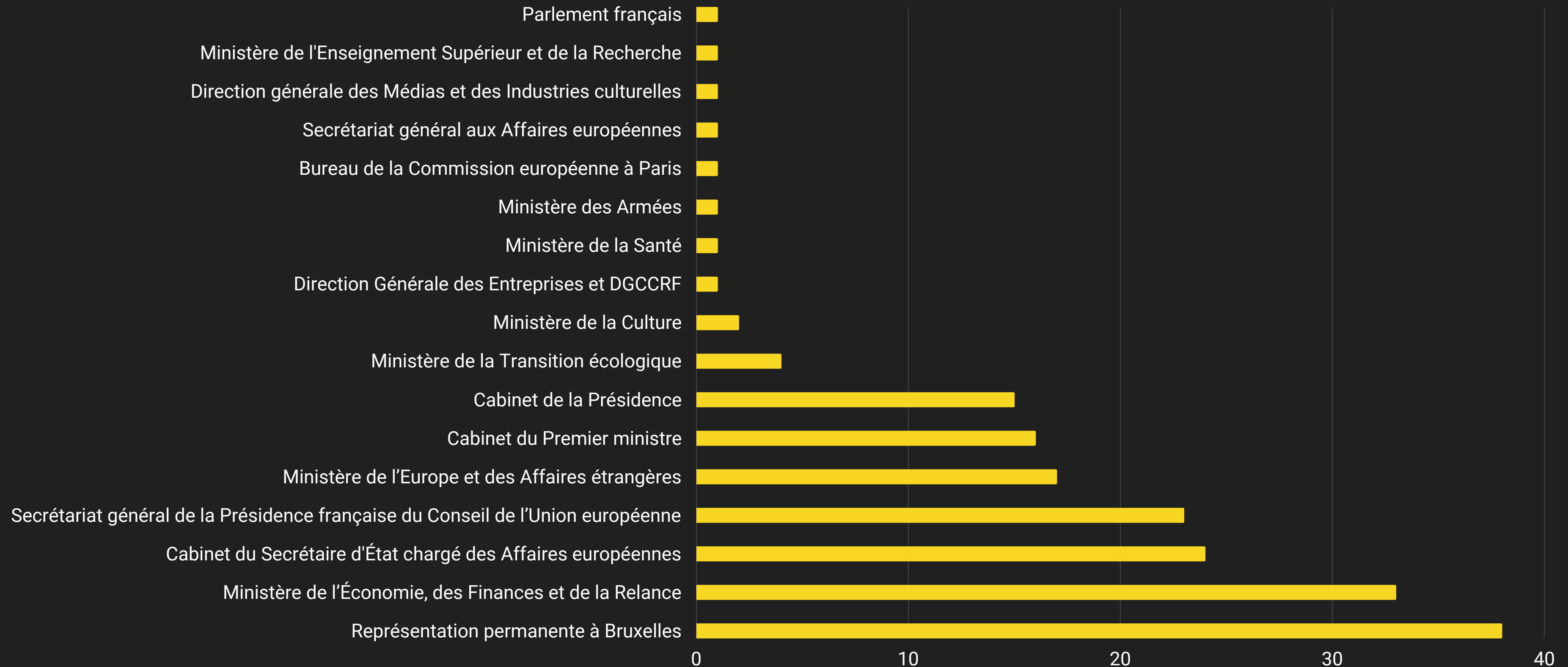
Q. 9 : Quels sont/seront vos interlocuteurs pour conduire cette PFUE ?

Question à choix multiples

- Dans la continuité de la question précédente, notre réflexion portait sur une éventuelle évolution des interlocuteurs au cours de cette PFUE – c'est-à-dire un passage de relai des administrations aux instances politiques.
- **Les logiques en place avant la PFUE semblent toutefois persister** avec une **Représentation permanente à Bruxelles restant le point d'entrée** des demandes pour l'administration (Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance, Cabinet du Secrétaire d'État chargé des Affaires européennes, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères) et **un exécutif pilote** (Secrétariat général de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne, Cabinet du Premier ministre et Cabinet de la Présidence).

Q. 9 : Quels sont/seront vos interlocuteurs pour conduire cette PFUE ?

Question à choix multiples



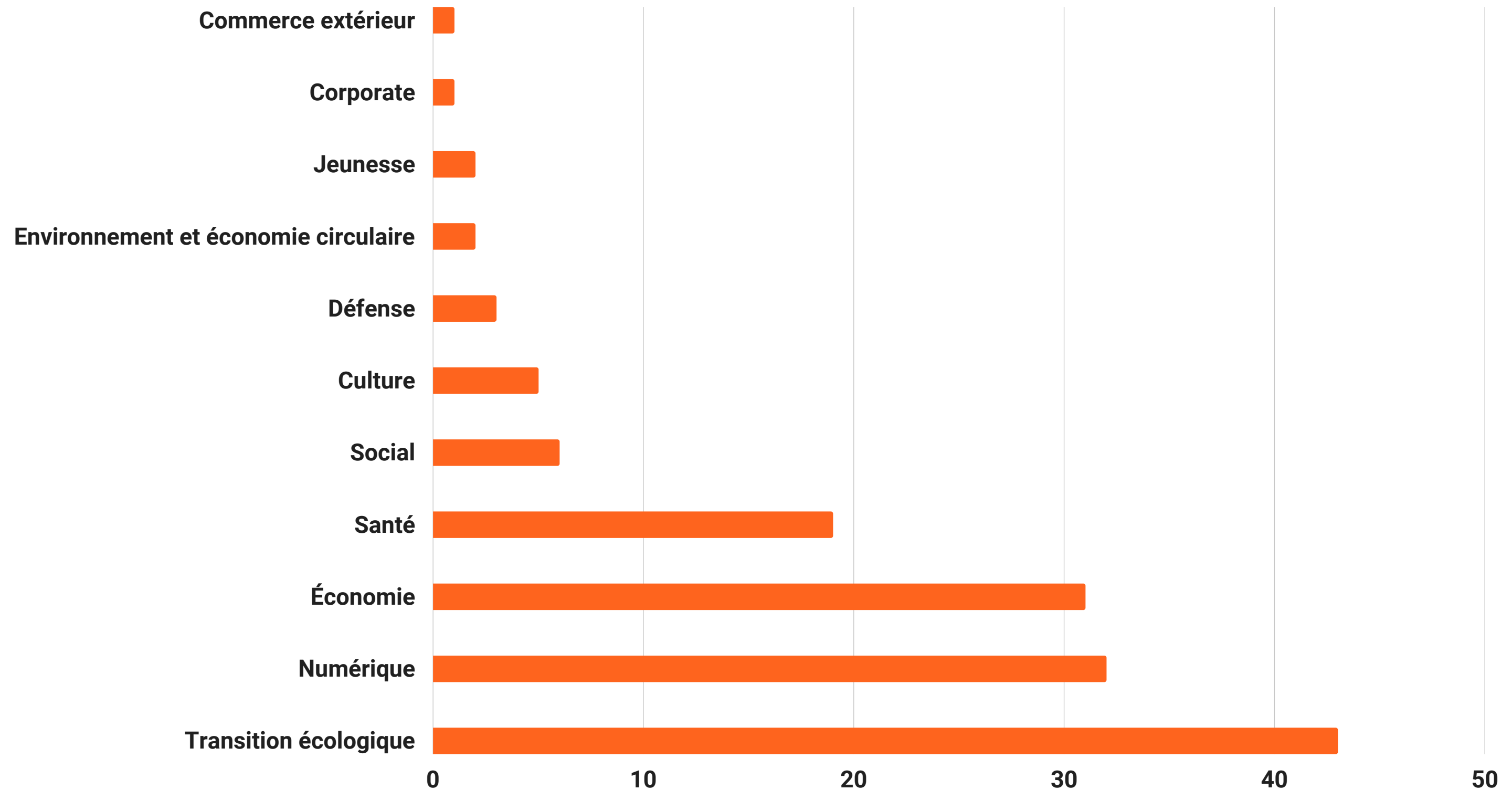
Q. 10 : Quels sont les thèmes prioritaires de la stratégie « relance, puissance et appartenance » pour votre organisation/ vos clients ?

Question à choix multiples

- Si les dossiers portés par l'Élysée ont été annoncés tardivement (le 9 décembre 2021), certains sujets prioritaires avaient déjà été identifiés tels que les questions écologiques, le numérique, les questions de santé...
- C'est ce qu'il ressort par ailleurs des résultats observables : **transition écologique** (74.1%), **numérique** (55.1%), **économie** (53.4%), **santé** (32.7%).

Q. 10 : Quels sont les thèmes prioritaires de la stratégie « relance, puissance et appartenance » pour votre organisation/ vos clients ?

Question à choix multiples



Q. 10 : Quels sont les thèmes prioritaires de la stratégie « relance, puissance et appartenance » pour votre organisation/ vos clients ?

Question à choix multiples

- Il est intéressant de comparer les résultats obtenus à cette question aux données récoltées aux questions 8 & 9. Alors que la transition écologique est définitivement *LE* sujet le plus plébiscité, **le Ministère de la Transition écologique n'est, lui, pas l'interlocuteur ou l'un des interlocuteurs principaux des organisations.**
- Il en va de même pour les questions relatives au numérique et à la santé. Sur ce dernier point, on pourrait penser que **l'administration en charge des questions de santé et des solidarités reste toujours occupée par la crise sanitaire de la Covid-19** et dispose de moins de temps à consacrer à ces sujets.

Q. 11 : Quels sont les priorités de mises à l'agenda qui impacteront plus votre organisation/ vos clients et pourquoi ?

Question à réponse libre

Nous avons choisi de mettre les réponses **sous forme de tableau** afin de rendre compte de la pluralité des sujets prioritaires pour les enquêté.es.

ÉCONOMIE

Réglementation sur les travailleurs indépendants

Directive européenne sur les salaires minimaux adéquats

Politique de concurrence de l'Union européenne

DÉFENSE

Défense européenne

Boussole stratégique

Anti-money laundering and countering the financing of terrorism

CULTURE

Protection des œuvres et des artistes

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

NUMÉRIQUE

SANTÉ

INDUSTRIE/ ÉNERGIE

BANQUE/ ASSURANCE

Système d'Échange de
Quotas d'Émission

Digital Markets Act

Révision du règlement sur
les médicaments orphelins

Réglementation sur les
matières recyclées

Corporate Sustainability
Reporting Directive

Mécanisme d'ajustement
carbone aux frontières

Digital Services Act

Répertoire sur les
maladies rares

Directive sur la performance
énergétique des bâtiments

Directive Solvabilité 2

Pacte vert pour
l'Europe

Politique européenne
des données (Data Act)

Lancement d'un PIIEC en
Santé et Open science

Règlement batterie
durable

Union et souveraineté
financière

Fit for 55

Fiscalité des GAFA

Réglementation
Nutriscore

Développement de
l'hydrogène renouvelable

Capital markets

One Ocean
Summit

Artificial Intelligence Act

Covax

Farm to fork

Agenda numérique pour
l'Europe

Plan de lutte contre le
cancer

Directive Sustainable use
of pesticides

Souveraineté numérique

Europe de la Santé

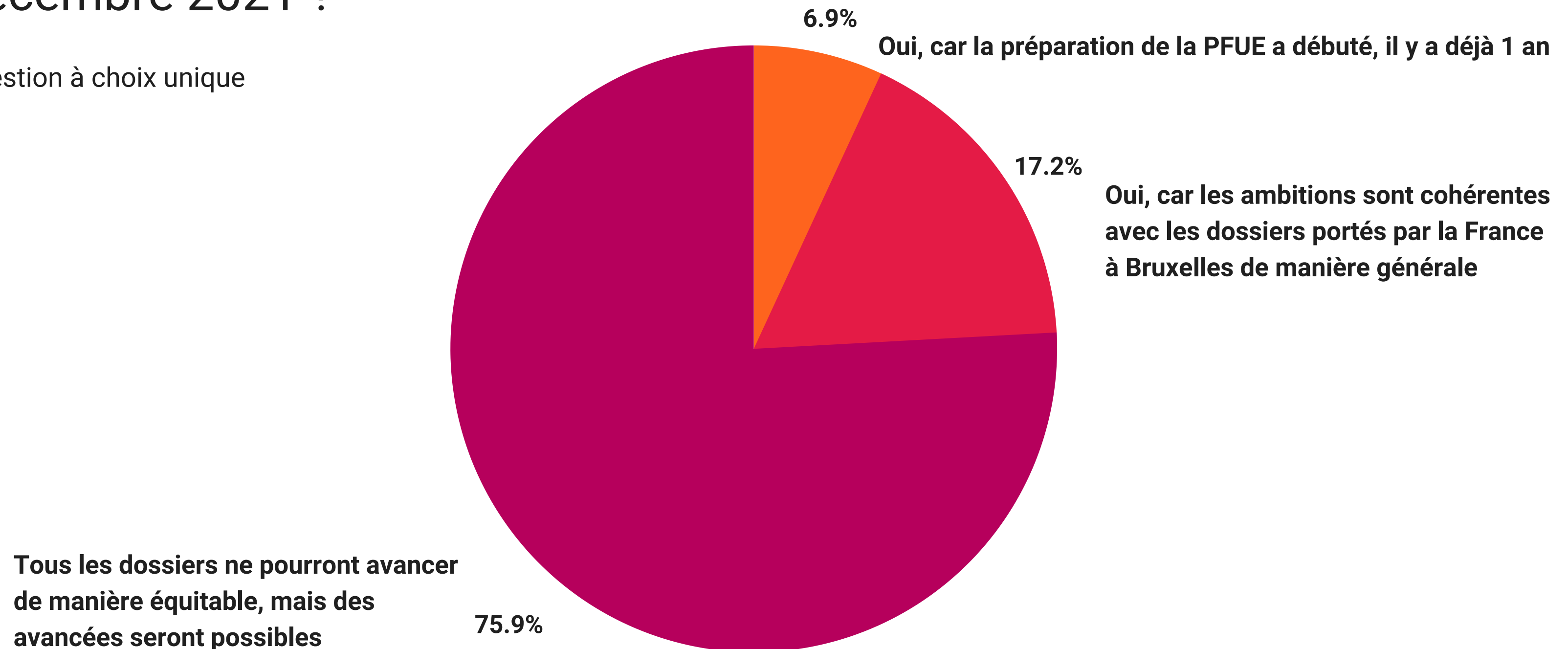
Q. 12 : Avec une période d'exercice réduite à 3 mois en raison de l'élection présidentielle à venir (i.e. avril 2022), pensez-vous que les représentants français auront la possibilité de faire évoluer les dossiers européens dans le sens défini par le président Emmanuel Macron dans son discours du 9 décembre 2021 ?

Question à choix unique

- Dans l'ensemble des réponses récoltées à la question précédente, nous souhaitons retenir **un commentaire d'un responsable des Affaires publiques dans le secteur du numérique et des technologies, qui illustre bien les résultats obtenus** à cette nouvelle question à choix unique :
 - « *Les textes poussés par la PFUE sont ceux déjà discutés et identifiés depuis plusieurs mois (voire années pour certains) et n'ont pas nécessairement d'impacts business qui appelleraient des actions de lobbying pur avec un important travail de fond en France et/ou à Bruxelles. Nous considérons cependant qu'il s'agit d'un très bon relai pour des sujets plus prospectifs pouvant faire l'objet de conclusions et d'une initiative législative future.* »

Q. 12 : Avec une période d'exercice réduite à 3 mois en raison de l'élection présidentielle à venir (i.e. avril 2022), pensez-vous que les représentants français auront la possibilité de faire évoluer les dossiers européens dans le sens défini par le président Emmanuel Macron dans son discours du 9 décembre 2021 ?

Question à choix unique



Q. 12 : Avec une période d'exercice réduite à 3 mois en raison de l'élection présidentielle à venir (i.e. avril 2022), pensez-vous que les représentants français auront la possibilité de faire évoluer les dossiers européens dans le sens défini par le président Emmanuel Macron dans son discours du 9 décembre 2021 ?

Question à choix unique

- C'est bien le sentiment qui prévaut à la lecture de ces réponses qui évoquent les ambitions de la Présidence française :
 - Certes, la France pourra faire avancer un certain nombre de dossiers aux premiers titres desquels les règlements DMA et DSA ; mais au-delà des objectifs définis, **la temporalité dans laquelle s'inscrit cette présidence en raison de la campagne et de l'élection présidentielle française d'avril 2022, limite la portée d'un tel évènement.**

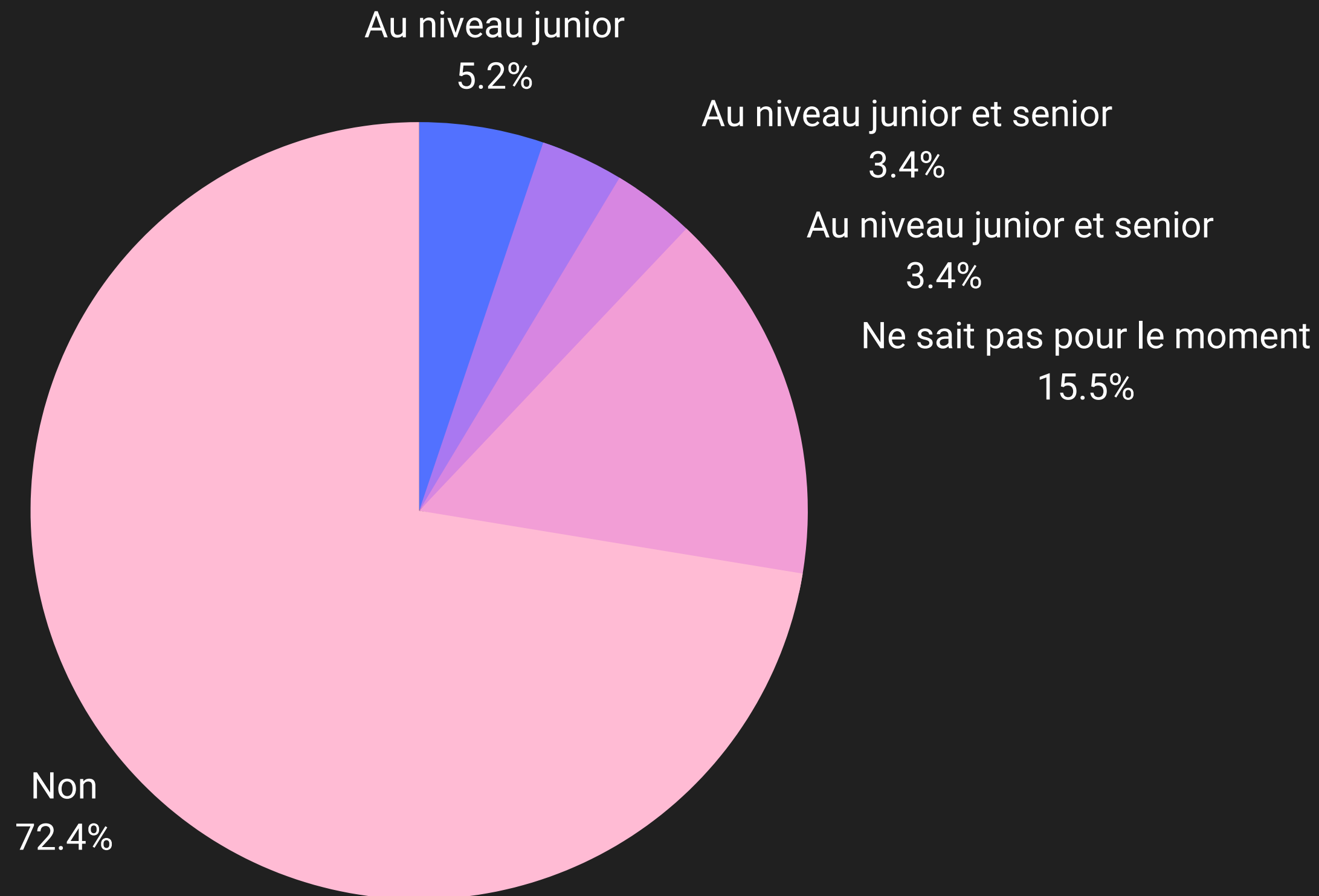
Q. 13 : Au cours de la PFUE, avez-vous prévu le recrutement de nouveaux éléments dans vos équipes Affaires publiques ?

Question à choix unique

- Dans la continuité de la question 6, nous avons souhaité savoir si les organisations avaient **prévu de procéder au recrutement de nouveaux éléments** pour venir renforcer leurs équipes dans le cadre de cette PFUE.
- Si la majorité des enquêté.es répondent « Non » (72.4%) et s'inscrivent dans la continuité des déclarations indiquant que la préparation à la PFUE a **davantage porté sur une coordination interne que sur un recrutement externe**, certains d'entre eux indiquent toutefois ne pas encore connaître leurs besoins futurs – la PFUE n'étant pas encore assez avancée pour déterminer les éventuels renforcements nécessaires à leurs équipes.
- Pour certaines organisations, des renforts semblent d'ores et déjà souhaitables que ce soit **au niveau junior, senior ou bien au niveau des deux**.

Q. 13 : Au cours de la PFUE, avez-vous prévu le recrutement de nouveaux éléments dans vos équipes Affaires publiques ?

Question à choix unique



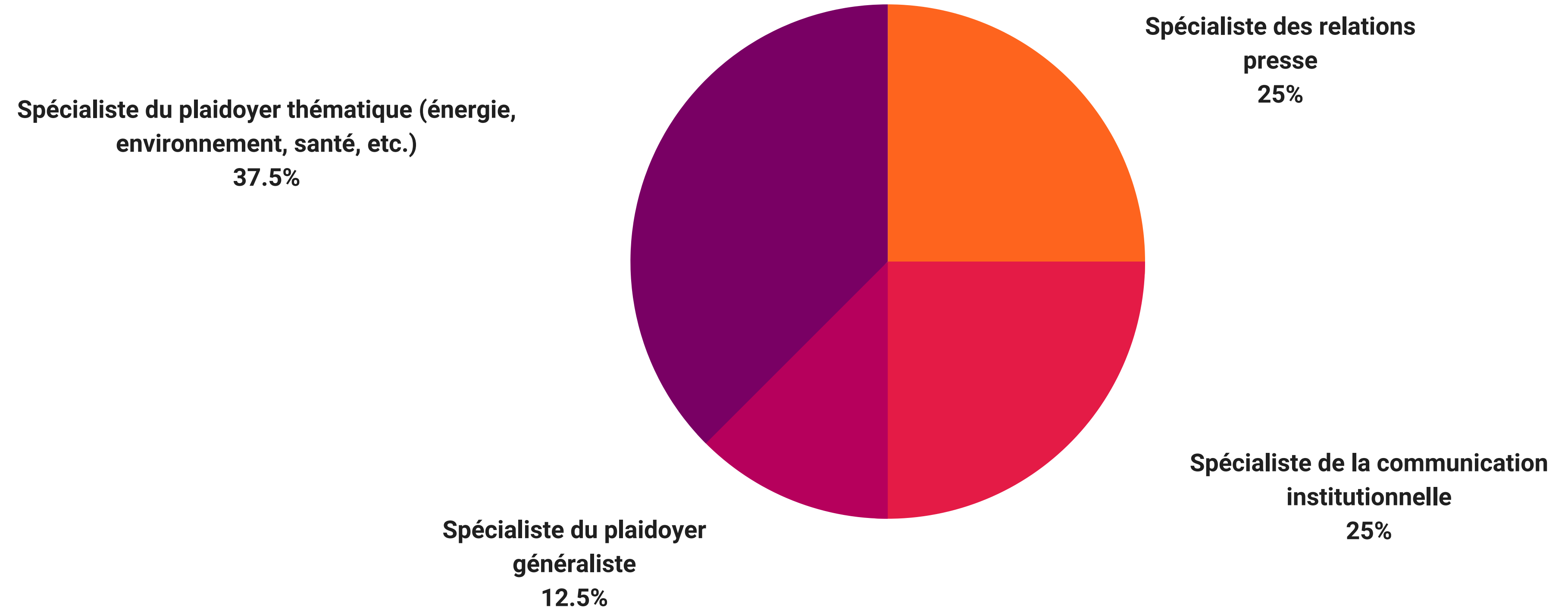
Q. 14 : Quel(s) spécialiste(s) vous manque-t-il à ce jour ?

Question facultative à choix multiples [concerne 12% des répondant.es]

- Cette question facultative n'était proposée qu'aux répondant.es ayant indiqué avoir des besoins de recrutement (que ce soit au niveau junior, senior ou les deux) ou ne pas être en mesure de se prononcer sur d'éventuels besoins futurs.
- De manière générale, ce sont bien les **professionnel.les du plaidoyer qui sont recherchés** et surtout lorsqu'ils sont **spécialisés sur des thématiques sectorielles**.
- Pour autant, **les communicants restent aussi des denrées qui peuvent permettre de porter les problématiques des organisations** auprès sinon d'un public de représentants de l'État et d'élus, au moins des médias et du grand public.
- Autant de forces vives qui ne sont pas négligées dans les stratégies déployées par les organisations.

Q. 14 : Quel(s) spécialiste(s) vous manque-t-il à ce jour ?

Question facultative à choix multiples [concerne 12% des répondant.es]



Contacts

Mavence | Paris | Bruxelles

ADRESSE

16 rue de Washington
75008 Paris

E-MAIL

paris@mavence.com

TÉLÉPHONE

Jason Descamps, CEO & Fondateur de Mavence
+ 33 (0) 6 30 79 18 06

SITE

mavence.com